



**Réflexion stratégique  
sur le développement économique  
de Madagascar**

**RADO ANDRIAMAHENINTSOA RATOBISAONA**

**Novembre 2012**

# Sommaire

Introduction	1
I. La problématique de développement	2
I.1 Les déséquilibres structurels	2
I.2 Politique budgétaire et politique monétaire	3
I.3 La Politique fiscale	4
II. Les stratégies possibles de développement à Madagascar	5
II.1 Instaurer des institutions assurant la bonne gouvernance et la redistribution des richesses	6
II.2 Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts malgaches	7
II.3. Assainir les rapports avec l'extérieur d'une part et entre Malgaches d'autre part	8
Conclusions	8
Bibliographie et webographie	9
Publications des sortants YLTP et RJT	10



## Introduction

La grande île a été découverte par les Européens au 16<sup>ème</sup> siècle, mais avait déjà été peuplée par des peuples divers tels les Asiatiques (venus en particulier d'Indonésie et de Malaisie), les Arabes et les Africains. Vivre ensemble dans une île habitée par des peuples d'origines si différentes est à la fois un défi et la finalité d'un environnement propice au développement. Les souverains<sup>1</sup> qui se sont succédés ont essayé de rassembler toutes les forces et les richesses du pays pour forger une mentalité, une culture et des valeurs communes afin de dégager une vision d'ensemble digne d'un développement économique pérenne et pour le bien être de tous. Depuis l'Indépendance et l'ère de la République<sup>2</sup>, chaque citoyen est supposé conscient et responsable de son avenir, de celui des autres, ainsi que de la nation entière. Différentes politiques de développement ont été adoptées et essayées par les quatre Républiques successives.

Mais tous ces efforts ont aussi été marqués par des crises politiques cycliques qui ont rythmé ce dernier cinquantenaire. Ces crises sont caractérisées par divers stimuli de changement interne ou externe<sup>3</sup>, amplifiés par l'environnement politique, économique,

---

<sup>1</sup> Cette situation a été observée pendant la royauté dans chaque communauté de la grande île, puis sous Andrianampoinimerina Roi de Madagascar qui a déclaré que « la mer sera la limite de ma rizière ». Sous la période coloniale, Les Français, développent une politique visant une homogénéité des canaux de distribution des productions locales dans le but d'exporter des matières premières vers l'Europe. Depuis l'indépendance de 1960, les Malgaches ont pris en main le gouvernail pour le bien être des peuples de Madagascar.

<sup>2</sup> Du Latin « Res publicae » qui signifie la chose publique c'est-à-dire que l'Etat est géré collectivement par les peuples : les fonctions de chef d'Etat ne sont pas héréditaires mais procèdent de l'élection.

<sup>3</sup> Ex. Internes : revendication syndicale, révoltes populaires pour manifester contre la faiblesse du pouvoir d'achat, accroissement des inégalités ; Externes : globalisation


technologique, culturel ou juridique de Madagascar. Paradoxalement, on constate à Madagascar qu'une période de hausse des indicateurs de croissance est généralement suivie par une instabilité politique. En 2008, la croissance du PIB était de 7,13%<sup>4</sup>, et pourtant, l'existence d'un conflit entre le Président et le maire d'Antananarivo de l'époque a induit une instabilité politique, qui s'est transformée en une crise majeure depuis 2009. Le marché s'est rétréci, une faible incitation des investissements industriels, voire une fuite des investisseurs, est observée. La pauvreté persiste au fil des divers conflits sociaux. Ces crises à répétition sont-elles un passage obligé pour obtenir ce que nous voulons ? Où ces crises nous mènent-elles ?

Plutôt que de réagir par des crises coûteuses à tous les niveaux, il faudrait réfléchir aux moyens de créer un langage commun entre les différents acteurs politiques, économiques, sociaux et culturels, qui permette les échanges, la compréhension et la coopération pacifiques dans les traitements des situations concrètes. Comment modifier l'architecture et le contenu des différentes sphères de la vie publique en édifiant le ciment qui correspond aux valeurs culturelles dans lesquelles se reconnaissent les citoyens ? Une réorganisation de l'économie doit-elle être mise en œuvre par des leaders malgaches engagés et réellement préoccupés par l'intérêt général ? Comment mettre vigoureusement en évidence l'organisation, la coordination et l'appropriation ? La politique générale de l'Etat dans une orientation préétablie doit régir le rapport aux autres, au monde réel, mais aussi à soi-même. L'allocation des ressources, la stabilisation macroéconomique face aux chocs exogènes, la répartition et la redistribution des revenus sont les instruments d'une politique économique au sens large.

En supposant un rétablissement à la normale de la situation politique et un vrai décollage de

---

<sup>4</sup> World Bank Economic update 2012 Mada.



l'économie du pays, dans les mois qui viennent, comment maintenir ou soutenir la croissance et aboutir à un développement durable ? Une vision économique de long terme après relance sera déployée dans cette réflexion.

Dans un premier temps, nous allons parler de la problématique du développement dans son ensemble à Madagascar à partir de ces hypothèses, en présentant les trois instruments dont l'Etat dispose pour assurer une stabilisation des déséquilibres inhérents à tout décollage économique. Dans un second temps, différentes stratégies de développement possibles pour maintenir la croissance économique à Madagascar seront présentées pour en tirer des leçons et susciter les débats.

## **I. La problématique de développement**

Avec une volonté rationnelle de transformer le monde, en partant d'un système de valeurs et d'une mentalité orientés vers la cohésion nationale et le sentiment d'appartenance à une nation, un décollage économique devrait être suivi d'une certaine soutenabilité afin qu'il soit transformé en un vrai développement.

Nous supposons ici que les deux hypothèses préalablement évoquées sont vérifiées, à savoir le retour à la stabilité politique et un décollage économique<sup>5</sup> qui correspond à une phase où l'investissement (et la consommation dans une moindre mesure pour une relance keynesienne) augmente à un taux considérable. A cette phase de décollage, Madagascar devrait faire face à des fluctuations économiques et des

---

<sup>5</sup> Les huit objectifs de millénaire pour le développement sont supposés atteints : 1) Moins de 60% de la population malagasy vit en dessous de \$1,25/jours - 2) La malnutrition ne dépasse pas plus de 15% de la population - 3 et 4) Plus de 80% des enfants seront scolarisés en tenant compte l'approche genre. 5) Réduction de moins de 100‰ de la mortalité infantile, 6) Réduction ¼ de taux de mortalité maternel en donnant naissance. 7) atteindre le taux de prévalence de VIH/ SIDA des personnes âgées de 15 à 49 à 0,2% et enfin, sur l'environnement soutenable, 8) l'accès à l'eau potable doit atteindre plus de 50% de la population.

déséquilibres endogènes ou exogènes, sectoriels ou globaux<sup>6</sup> en présence de la concurrence et de la libéralisation de l'économie. Afin de gérer ces fluctuations et stabiliser la situation pour promouvoir une croissance soutenable, l'Etat possède trois instruments : la politique budgétaire, la politique monétaire et enfin la fiscalité. Après avoir décrit le type de déséquilibres caractéristiques des phases de décollage économique, nous allons présenter successivement ces trois instruments que l'Etat malgache devra savoir manier pendant ce décollage économique pour éviter une rechute. En effet, un décollage économique est marqué par des fluctuations (périodes d'expansion suivies de périodes de récession etc) qui suivent néanmoins une tendance longue de croissance.

### **I.1 Les déséquilibres structurels**

S'il y a croissance, un déséquilibre structurel se manifeste dans une économie donnée s'il n'y a pas une intervention publique, selon le premier théorème de l'économie du bien être<sup>7</sup>

Pour accroître la production jusqu'à un maximum, il faut passer par l'économie de marché qui est en mesure de satisfaire en grande partie la satisfaction des besoins.


Mais il y a d'autres besoins que le marché ne peut pas produire : ce sont les biens et services collectifs non marchands, les activités économiques présentant des effets externes.

Pour promouvoir une croissance économique bien harmonisée, équilibrée et soutenue, une politique publique est indispensable pour coordonner les actions à mettre en œuvre. Le choix d'une politique publique dépend généralement de l'orientation de la politique générale mise en œuvre par les personnes à qui le peuple a confié le pouvoir.

---

<sup>6</sup> Cf la théorie des déséquilibres

<sup>7</sup> Tout équilibre concurrentiel est un optimum de Pareto, c'est-à-dire : il n'est pas possible d'améliorer le bien être d'un agent économique sans réduire celui d'un autre.



Suivant l'équation d'absorption, la production nationale brute et les importations n'arrivent pas souvent à combler la consommation domestique, l'exportation ainsi que les investissements. En d'autres termes, un déséquilibre chronique sur la recette et la dépense persiste au niveau national. La fiscalité, les subventions et les prêts restent toujours inférieurs aux dépenses de fonctionnement et aux dépenses d'investissement dans l'économie nationale à court terme. Des politiques adéquates à chaque situation devront être mises en place selon les prévisions et les anticipations. Ces politiques devront parfois être combinées pour être pleinement efficaces. Nous allons maintenant montrer comment les différents instruments (politiques) aux mains de l'Etat peuvent stabiliser les situations d'expansion et de récessions qui caractérisent le décollage économique.

## **I.2 Politique budgétaire et politique monétaire**

Une meilleure maîtrise des dépenses publiques, un meilleur contrôle des fonds publics et une bonne allocation des ressources conforme aux stratégies et aux priorités nationales sont le résultat de grands chantiers à mettre en œuvre par divers moyens<sup>8</sup>. L'élaboration du projet de budget (annuel ou pluriannuel), qui pourra être un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT), découle d'une décision de la politique économique à moyen et long terme. La prévision des recettes et la fixation des plafonds des dépenses nécessitent une politique budgétaire efficace. La demande de services croît plus rapidement que la demande de consommation de biens. Très souvent, l'insuffisance des ressources fiscales entraîne un déficit budgétaire.

En partant d'une phase d'expansion, l'augmentation de la production incite des

---

<sup>8</sup> Les impôts, les revenus liés à la gestion des patrimoines publics ou les ventes d'actifs publics, la création monétaire et l'emprunt


importations de biens d'équipements par rapport à l'exportation. La balance commerciale est déficitaire, une contraction monétaire se manifeste par l'insuffisance des devises. Par l'insuffisance des dépôts dans les banques secondaires par les agents économiques, les banques effectuent plus de création monétaire par des monnaies scripturales. Bien que les taux d'intérêt soient relativement peu élastiques aux fluctuations monétaires à Madagascar, cela aura pour conséquence de les augmenter à terme, et va conséquemment entraîner la diminution ensuite des crédits accordés. Cette diminution pénalise l'investissement et la production globale. De la rigueur budgétaire devrait s'appliquer suivant le politique anti cyclique. La stimulation des exportations et la dépense publique ont un effet stabilisateur dans la fluctuation de la demande globale<sup>9</sup>

Il arrive que l'ensemble des inflations de chaque produit dans chaque secteur<sup>10</sup> ne soit plus prévisible. La hausse générale des prix pénalise la consommation et le réinvestissement : en partant d'une période de récession, avec un taux d'inflation donné, ce dernier reste toujours inférieur au taux directeur de la banque centrale. Le taux directeur de la banque centrale est naturellement inférieur au taux d'intérêt des banques primaires. Par l'insuffisance de l'épargne globale, avec des projets d'investissements multiples, le secteur privé est toujours évincé par le secteur public du fait du manque de confiance des banques envers les entreprises, même si ces dernières proposent des projets productifs dans le long terme. Cette situation est due essentiellement à la défaillance de marché et la non incitation étatique, ainsi qu'au manque de culture de crédit observé par le peuple malgache. Une insuffisance de la production nationale brute engendre une exportation moindre par rapport aux besoins

---

<sup>9</sup> Consommation, exportation, importation, dépense publique et investissement

<sup>10</sup> Finances publiques, Balance de paiement, secteur monétaire, biens et services, secteur extérieur



d'importer. Dans cette situation économique, on est soumis à un environnement instable créateur de comportement spéculatif et réactif de la part de tous les acteurs économiques. De fait, l'intervention publique est indispensable.

Pour une reprise à la normale des activités économiques, supposons que les pouvoirs publics décident d'accroître l'offre de monnaie qui n'est pas connue par les agents économiques, la production globale va temporairement être supérieure à sa valeur nominale prédite.

Avec une taille de marché domestique et extérieur adaptée et un pouvoir d'achat adéquat, l'existence de gamme dans les produits diversifiés par la sophistication de la demande intensifie les échanges. Une amélioration de la balance commerciale se présente. Une rentrée de devises sur la masse monétaire sera observée. Une stérilisation de rentrée de devise pourrait être nécessaire. Cette opération consiste à atténuer l'impact de cette rentrée de devise sur la masse monétaire. Une stérilisation totale diminue le crédit domestique, ce qui mènera à une nouvelle récession et ainsi de suite. Le cycle des expansions/récessions caractéristiques de la phase de décollage suit ainsi son cours.

Par contre si on utilise systématiquement cette politique d'accroissement de l'offre de monnaie, les agents économiques finiront par anticiper la situation et la production restera inchangée. Une politique monétaire active peut ne pas être efficace si les effets escomptés sur la redynamisation de l'économie ne se présentent pas à un moment voulu. Une hausse de crédit accordé à un faible taux d'intérêt peut inciter la production, mais on ne peut pas créer indéfiniment de la monnaie. A un moment donné, le taux d'intérêt doit monter c'est le blocage de la phase d'expansion car un ralentissement de l'investissement diminuera la production. Un équilibre simultané sur les marchés des biens et de la monnaie est un objectif permanent des autorités compétentes

en fonction de la situation<sup>11</sup> où se présente l'économie (phase d'expansion ou de récession). Il s'agit pour les autorités compétentes, de bien saisir dans quelle phase se trouve l'économie pour réagir convenablement.

En cas d'augmentation des dépenses publiques<sup>12</sup> une amélioration de la production globale est toujours suivie par un taux d'intérêt élevé. L'augmentation de la masse monétaire a pour effet de diminuer le taux d'intérêt et peut améliorer la production sans prendre en compte une anticipation rationnelle<sup>13</sup> des agents économiques. Une baisse des dépenses publiques induit une baisse de la production globale et du taux d'intérêt, tandis qu'une baisse de la masse monétaire ne fait qu'augmenter la demande de la monnaie qui entraîne une hausse de taux d'intérêt. Cela va freiner les investissements des entreprises et diminuer automatiquement la production.

Ces différents cycles mentionnés ci-dessus dépendent essentiellement des ressources à la disposition de l'Etat pour satisfaire les dépenses. Maintenir l'équité sociale, redistribuer équitablement les ressources nécessitent des dispositions claires établies dans la politique fiscale.

### **I.3 La Politique fiscale**


Suite à une amélioration du marché du travail, les recettes de l'Etat, fiscales et non fiscales permettant de financer les dépenses d'investissement et de fonctionnement, et l'appréciation de la monnaie face à une augmentation de la production globale va susciter des rentrées de devises par l'exportation. Maintenir un équilibre général après un décollage économique devrait recourir à une politique budgétaire et monétaire

---

<sup>11</sup> L'évolution économique suit un cycle d'affaire ou un cycle spécifique : une expansion, une dépression et une reprise.

<sup>12</sup> Dépense de fonctionnement et dépense d'investissement

<sup>13</sup> Cf Lucas(1976)



efficace. Dans un même temps, une politique fiscale incitative pour les acteurs économiques doit être élaborée.

La politique fiscale s'établit en rapport direct avec les options de l'Etat en matière d'impôts et de taxes. C'est une stratégie qui cherche à utiliser la fiscalité pour influencer la vie économique et la vie sociale. La technique fiscale crée en effet des enjeux sur le marché de travail. L'impôt sur le salaire peut décourager l'emploi dans le cas où un impôt sur le revenu va renchérir le coût de la main d'œuvre : l'employeur réduit ainsi sa demande de travail. Avec une instauration de salaire minimum, et des salaires rigides à la baisse, une augmentation de la charge fiscale excédentaire se présente. Sur ce, le choix entre impôt proportionnel, progressif et l'analyse en terme de cotisation sociale est permanent pour l'administration publique pour compenser en partie les externalités, en finançant les biens et services publics et en gérant aussi les phénomènes de passager clandestin. Un taux de pression fiscale rapporté au PIB reflète le niveau de confiance entre gouvernés et gouvernants et permet d'apprécier également la stabilité macroéconomique en général. Ce taux constitue un outil de réforme visant à simplifier et à accroître l'efficacité des codes des impôts et des douanes si nécessaire. Le prélèvement public permet une allocation des ressources et une redistribution des revenus. L'impôt a pour objectif l'équilibre macroéconomique dans le sens où la fiscalité compense les faits expansifs des dépenses publiques. C'est un outil permettant de limiter l'ampleur des cycles économiques. En cas de récession (expansion), on assiste à une diminution (augmentation) de rentrée fiscale. L'augmentation des recettes de l'Etat peut entraîner une augmentation de la dette publique liée à des dépenses de fonctionnement trop importantes (syndrome hollandais). Il est donc impératif d'augmenter les recettes fiscales par la modernisation du recouvrement (allouer les ressources à des


projets d'investissement et des biens d'équipement pour bénéficier des multiplicateurs d'investissement). La politique fiscale agit directement sur l'incitation à travailler et les loisirs des agents économiques. En cas d'amélioration de l'emploi, il faut tenir compte de l'augmentation du coût du travail et des recettes fiscales. Cette situation incite à la hausse des dépenses globales, qui se traduit par une hausse de la demande et du niveau général des prix. En parallèle, une amélioration des termes de l'échange réduit la compétitivité et favorise l'importation.

L'analyse des fluctuations et l'évolution économique suivant des cycles devraient subir des chocs structurels déjà prévus par une politique économique globale, que les trois politiques citées ci-dessus appliquées simultanément devraient savoir gérer.

*Une fois ces trois instruments de stabilisation de l'économie en phase de décollage présentés, il s'agit de savoir comment transformer l'essai, et maintenir l'économie malgache dans un sentier de croissance soutenable et durable. Une stratégie de développement pour Madagascar, tenant compte de ses failles et de ses atouts, est présentée en 2<sup>ème</sup> partie.*

## **II. Les stratégies possibles de développement à Madagascar**

Madagascar est resté sous l'emprise de trappes à pauvreté depuis des dizaines d'années. Sortir de ces trappes pour réduire la pauvreté est une nécessité pour assurer le bien être social. Nous devons adopter une stratégie de développement pour échapper à ces cercles vicieux, et faire en sorte que le décollage économique se traduise par une vraie croissance soutenable. Le développement économique ne se cantonne pas seulement à la résultante des effets de la croissance, il désigne également les transformations dans les types de biens produits, les méthodes pour les produire ainsi que la



structure de l'emploi. De ce fait, le développement économique n'est pas seulement un phénomène économique mais aussi politique et social. Le développement est structurel. L'apparition des nouveaux cadres juridiques et politiques plus favorable à l'économie et à l'échange dans lequel l'Etat joue un rôle moteur est essentielle au développement d'une nation.

En présentant les failles et les atouts de l'économie malgache pour dégager une stratégie de développement, nous tiendrons donc compte des aspects économiques, bien sûr, mais également des aspects politiques et sociaux.


## **II.1 Instaurer des institutions assurant la bonne gouvernance et la redistribution des richesses**

Comme évoqué plus haut, la croissance économique (mesurée par la croissance du PIB) ne suffit pas à promouvoir le développement, étant donné qu'à Madagascar, toute hausse de croissance est suivie par une instabilité politique qui mine les perspectives de développement (la perte économique de la crise politique de 2009 est évaluée à 6,3 milliards de dollars selon l'Agence Ecofin). Ce phénomène s'explique par le fait que les fruits de la croissance sont mal redistribués au sein de la population malgache, du fait d'un système politique fragile et corrompu, ce qui provoque l'insatisfaction populaire qui se traduit en révoltes. Toute tentative de placer Madagascar sur un sentier de développement soutenable devra donc proposer une refonte de la Constitution qui assure la séparation et l'indépendance des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Celle-ci est encore loin d'être observée, car le Président de la Transition a le dernier mot sur la nomination des CT et des CST, est le garant de l'indépendance judiciaire, préside le Conseil supérieur de la Magistrature et nomme 3 des 9 membres de la Haute Cour Constitutionnelle. L'absence de réels contre-pouvoirs au sein de la vie politique malgache, couplée d'un pouvoir présidentiel fort qui permet le copinage crée les

conditions d'apparition de pratiques corruptives. De plus, l'absence d'indépendance de la justice est source d'impunité pour le personnel politique, qui peut sans crainte s'adonner à des pratiques illégales tels les détournements de deniers publics voire les trafics divers et variés. De fait, la population devient spectatrice face à l'enrichissement personnel des membres de la classe politique, sur fond d'augmentation des inégalités, ce qui ne crée pas un terreau favorable au développement. Il s'agira donc pour notre stratégie de développement, de formuler un cadre institutionnel qui réduit le pouvoir présidentiel, instaure des contre-pouvoirs indépendants et sanctionne les mauvaises pratiques. Il faut en effet créer un cadre institutionnel qui oriente les actions vers la bonne gouvernance grâce à un système d'incitations/sanctions opérationnel.

La mise en place de ce cadre institutionnel permettant de réduire drastiquement les pratiques corruptives, devra être complétée par un mécanisme de redistribution des richesses entre régions d'une part, via la décentralisation et la prise en compte de la dimension régionale, et entre les différentes catégories sociales d'autre part, via une refonte de la politique fiscale. Il s'agira donc de donner plus de poids aux régions, districts, communes et fokontany dans la gestion des problèmes locaux. Il faudra de fait instaurer une fiscalité dans les communes qui leur permette de garder une large part de leurs recettes, ce qui créera ainsi une incitation plus forte pour chaque commune de se développer. Ce sera à l'Etat d'harmoniser les disparités entre régions (entre régions très riches, touristiques, et régions moins favorisées) en reversant l'impôt prélevé dans les régions les plus nécessiteuses (comme celles victimes chaque année des cyclones, par exemple). L'impôt sur le revenu, qui permettra la redistribution entre les différentes catégories de la population, ne pourra pas être efficace tant qu'un travail de formalisation du marché de l'emploi ne sera pas





mis en place. Plusieurs enquêtes, comme les enquêtes 1-2-3 de l'INSTAT, étudient déjà l'informalité du marché du travail.

Dans un cadre politique et institutionnel sain, les efforts réalisés en matière économique seront valorisés et équitablement redistribués. C'est sur les atouts de l'économie malgache à exploiter que nous allons maintenant nous concentrer.

## **II.2 Stimuler la sphère économique en ciblant les atouts malgaches**

L'économie malgasy est primaire, extravertie, désarticulée et sous-exploitée. Primaire car 79,7%<sup>14</sup> de la population vit en milieu rural, extravertie car tous les produits d'exportation sont constitués généralement de matière première à faible valeur ajoutée, désarticulée car les agents économiques manquent de coordination. Et enfin sous-exploitée car l'abondance des ressources n'est pas valorisée. Il s'agit donc d'inverser la tendance et d'exploiter les potentialités de l'économie malgache. Les trois grands atouts de l'économie malgache sont l'importance de ses surfaces agricoles, la richesse de ses ressources naturelles, et l'importance de kilomètres de côtes et de ses forêts primaires. Il faudra donc cibler la stratégie de développement économique sur ces trois secteurs, ce qui créera des retombées économiques qui permettront de développer par la suite les industries du pays, qui en sont encore au stade du textile (avec les controversées zones franches) et de la transformation de base.

Concernant le 1<sup>er</sup> secteur, Madagascar devrait stimuler la production de ses denrées alimentaires avec en priorité le riz, via la mise en place du Système de Riziculture Intensif et la mise à disposition de nouvelles terres cultivables, afin d'assurer la quasi autosuffisance alimentaire et ainsi être moins sensibles aux chocs extérieurs. Par ailleurs,


Madagascar devrait parier sur ces atouts agricoles (vanille, cacao, café, girofles) en promouvant les investissements, les partenariats public-privé et en assurant la formation des populations rurales pour qu'elles ne soient pas évincées de la production et de la distributions. Il faudrait notamment instaurer une banque de développement pour favoriser l'entrepreneuriat

De même, Madagascar devrait mieux exploiter, et surtout mieux protéger ses ressources naturelles et en particulier le secteur minier. Le sol malgache est très riche : terres rares, rutiles, ilménite, sillimanite, zircon, nickel, cobalt. Autant de matériaux qui susciteront dans les années à venir la compétition internationale pour leur accaparement. Madagascar a une réelle carte géopolitique à jouer dans la protection de son secteur minier, par une négociation équitable avec les firmes internationales qui possèdent les fonds nécessaires pour la mise en œuvre des infrastructures permettant leur exploitation.

Enfin, Madagascar possède un énorme avantage en terme d'environnement et de biodiversité, qu'il peut aisément exploiter tout en les préservant. Les kilomètres de côtes et les parcs naturels sont des lieux d'attraction touristique indéniable dans lesquels l'Etat doit investir massivement en terme d'infrastructures d'accueil, de services proposés (en stimulant également les investissements et partenariats avec le privé) mais aussi en terme d'accès en améliorant l'état des routes et des réseaux de transport. Avec le développement du sentiment écologique dans tous les pays du monde, Madagascar devrait jouer la carte de l'éco-tourisme, respectueux de l'environnement et des populations locales. Ainsi, le tourisme et ses filières dérivées (services, artisanat, hôtellerie, restauration, transports...) seront positivement stimulés. Les ressources naturelles de Madagascar, telles le bois de rose et l'ébène, doivent être également exploitées de manière respectueuse de l'environnement, et légales.

---

<sup>14</sup> Source EPM 2010



Non seulement l'exportation légale de ces ressources serait sources de retombées économiques importantes pour l'ensemble du pays, mais leur exploitation illégale qui détruit les forêts primaires ont des retombées négatives sur le tourisme. Les chercheurs Randriamalala et Liu<sup>15</sup> expliquent que l'industrie du tourisme apporte un demi-milliard de dollars chaque année à l'ensemble de l'économie malgache, tandis que le trafic de bois précieux représente une aubaine aléatoire qui rapporte 220 millions de dollars aux 23 personnes identifiées constituant le trafic. Madagascar devrait aussi tirer profit de son climat pour le développement des énergies renouvelables : biocarburant, solaire, hydraulique, éolien...

### **II.3 Assainir les rapports avec l'extérieur d'une part et entre Malgaches d'autre part**

Pour conserver sa position dans le sentier de croissance soutenable, Madagascar doit également pacifier et normaliser les relations avec l'extérieur. En terme de commerce international, il s'agit de s'ouvrir vers l'extérieur pour favoriser le commerce internationale (coopération multilatérale et bilatérale, partenariat, promotion de PPP, attirer les IDE) tout en réglementant les exportations illégales (bois précieux etc) et en protégeant le secteur agricole malgache et l'industrie naissante. Il s'agit également de mieux négocier les contrats d'exploitation avec les firmes internationales, de limiter l'accaparement de terre via un renforcement de la politique foncière. A long terme, il s'agira également de sortir du cercle de dépendance vis-à-vis des partenaires financiers, afin que Madagascar ne se complaise pas dans une posture d'assisté.

Enfin, il est très important pour le développement de Madagascar, que les Malgaches pacifient les relations entre eux. Comme expliqué en introduction, les Malgaches sont le produit d'une mixité de peuples qui

cohabitent sur la Grande Ile depuis des siècles. Des tensions peuvent survenir entre ethnies d'origines différentes, ce qui mine le sentiment national et la cohésion sociale. Il faudra alors inclure dans notre stratégie de développement la promotion du vivre ensemble pour en finir avec les dissensions entre ethnies/régions. Il s'agit ainsi de faire un gros travail en terme d'éducation : il faut permettre aux Malgaches de connaître leur histoire commune pour briser les tabous et les non dits. Cet apprentissage de l'histoire malgache devrait se faire à l'école, et aussi grâce à des formations, des expositions, des conférences, des films, la musique... Tous les moyens sont bons pour créer une réelle conscience collective et un sentiment d'appartenance à une seule nation. Il s'agira également de promouvoir l'éducation civique, la notion de bien commun, la conscience nationale et collective (la promotion de la langue malgache, de la culture malgache qui unit toutes les ethnies). Le sentiment d'appartenance à un même territoire passe aussi par le développement d'infrastructures routières pour se déplacer plus facilement, et également par la promotion d'un Etat Providence qui puisse offrir à tous les Malgaches une égalité des chances en termes de santé et d'éducation. De fait, les inégalités entre les différentes ethnies ne se feront plus sentir, car chaque Malgache sera traité de la même manière quelque soit son statut social au sein de cet Etat Providence.

### **Conclusions**

Nous nous sommes ici placés dans une posture d'anticipation de l'après-crise politique, et de décollage économique du pays. Certains diront que cette posture est encore fictionnelle, et que de longues étapes sont encore à réaliser pour l'atteindre. Néanmoins, il nous semble opportun de commencer à penser l'après-crise afin d'être préparés pour cette nouvelle donne, mais

---

<sup>15</sup> Dans un article de « Madagascar Conservation & Development » de 2010



également pour garder l'espoir que l'on  
parviendra un jour à une telle situation.



## Bibliographie et webographie

### Ouvrages et articles

Agnès Bénassy – Quéré – Benoit Coeuré –  
Pierre Jacquet – Jean Pisani - Ferry (2010),  
*Politique économique*

Banque mondiale (Octobre 2012), *World Bank  
Economic update Madagascar*

INSTAT, *EPM 2010*

Valérie Mignon (2010), *La macroéconomie  
après Keynes*

Mandrara Eric T (2003), *Court Traité de  
développement*

Vice Primature chargé de l'Economie et de  
l'Industrie (2011), *Rapport de mise en œuvre de  
programme*

Didier Galibert (2009), *Les gens du pouvoir à  
Madagascar*

North, Wallis, Weingast (2010), *Violence et  
ordres sociaux*

### Sites web

The illegal logging cycle in Madagascar (2010)  
[http://news.mongabay.com/2010/0623-  
madagascar\\_logging\\_cycle.html](http://news.mongabay.com/2010/0623-madagascar_logging_cycle.html)

Smuggling of illegally logged rosewood in  
Madagascar (2012)  
[http://news.mongabay.com/2012/1025-  
rosewood-smuggling-madagascar.html#](http://news.mongabay.com/2012/1025-rosewood-smuggling-madagascar.html#)

Site officiel Wild Madagascar  
<http://www.wildmadagascar.org/>

Madagascar : la crise politique a entraîné une  
perte de 6,3 milliards de \$ (agence Ecofin)  
[http://www.agenceecofin.com/gestion-  
publique/2910-7309-madagascar-la-crise-  
politique-a-entraîne-une-perte-de-6-3-milliards](http://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2910-7309-madagascar-la-crise-politique-a-entraîne-une-perte-de-6-3-milliards)

Relance économique : un plan proposé aux  
bailleurs de fonds (2012) [http://www.midi-  
madagasikara.mg/index.php/component/content  
/article/4-economie/8831-relance-economique--  
un-plan-propose-aux-bailleurs-de-fonds](http://www.midi-madagasikara.mg/index.php/component/content/article/4-economie/8831-relance-economique--un-plan-propose-aux-bailleurs-de-fonds)



## Publications des sortants

### Y L T P & R J T

**Rafitson, Ketakandriana** : Quel dirigeant pour Madagascar ? Les résultats du projet BOX, Liberty 32, 2012

**Ralambomahay, Toavina** : Madagascar dans une crise interminable, L'Harmattan, Paris, 2011

**Rajerison, Olivia; Rabarinirinarison, Rindra; Rafitson, Ketakandriana**: Analyse juridique des fermetures de médias à Madagascar depuis 2002, Antananarivo, juin 2012

**Ralambomahay, Toavina** : Des entorses aux principes démocratiques et aux principes des droits de l'homme, Février 2012.

**Ralambomahay, Toavina** : Madagascar : présidentielle. L'interminable impasse, In : AFRICA24 MAGAZINE N°3, juillet / septembre 2011

**Ralambomahay, Toavina** : Parlement africain et parlement européen, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

**Andrianarisoa, Bodo** : Le mythe de l'ENA à la sauce malgache, In : L'ENA hors les murs, Avril 2012

**Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo** : Regard sur l'attribution des marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°55, 2011

**Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo & Raveloson Jean-Aimé** : Les partis politiques malgaches à travers les régimes et gouvernements successifs", Friedrich-Ebert-Stiftung, août 2011

**Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo** : Les dérogations en matière de marchés publics à Madagascar", In : LA REVUE DE MCI Madagascar Conseil International, n°56, 2011

**Rasamoelina, Harisoa** : Croyances et instrumentalisation à Madagascar, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

**Rafitson, Ketakandriana** : 2012, Madagascar à la croisée des chemins. Essai sur la géopolitique d'un pays tourmenté, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2012

**Ralambomahay, Toavina** : La démocratie : l'enjeu du taux de participation, In : Bulletin de l'Académie nationale malgache, Tome LXXXIX/ 2, juillet –décembre 2010, 005

**Ralambomahay, Toavina** : Elisé Ranarivelo, le dessinateur et son œuvre, In : Africultures n°79 L'Harmattan, Paris, novembre 2009, p.148-150

**Ralambomahay, Toavina** : L'échec des réformes engagées à Madagascar entre 2003 et 2008 vu par la Banque mondiale, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°52, 4ème trimestre 2010

**Ralambomahay, Toavina** : Des entorses aux principes démocratiques et aux droits de l'Homme dans la feuille de route, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°55, 2011

**Ralambomahay, Toavina** : Réflexion sur l'état de l'économie après trois ans de crise, In : Revue Juridique et Fiscale MCI, N°56, 2011

**Ralambomahay, Toavina** : Les Mauriciens et la politique à travers les élections législatives, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, Juillet 2010

**Ralambomahay, Toavina** : In : Magazine scientifique à orientation écologique pour enfants, WWF, Vintsy, Antananarivo, 4 numéros

## Publications des sortants

### Y L T P & R J T

**In: Le devoir de rendre compte, Agenda Madagasikara 2011, Friedrich-Ebert-Stiftung, Antananarivo, 2011**

**Chan Mane, Stella Randrianina** : Qu'est-ce que la redevabilité

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Transparence et relation publique

**Rasamoelina, Harisoa**: Services publiques. Quand ils nous font attendre

**Tianamalala Raymond, Isabella** : Redevabilité: Vision d'un élu



**Rafitoson, Ketakandriana** : Réussir la démocratisation;  
Faire de la politique autrement

**Andrianirina, Mamy Auguste** : Ny tetibola ifarimbonana

11

**Andriambolatiana, Sandratririna** : Les *raiamandr*  
sont redevables devant qui ?

**Andriambolatiana, Sandratririna** : La redevabilité d'un  
manifestant

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Casquettes et  
indemnités

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Solidarité  
syndicale

**Randriamampianina, Mialisoa** : Cher YLTP, Youth  
Leadership Training Program

**Ralambomahay, Toavina**: S'engager, ne pas être neutre

**Rakotomanana, Andrianaivo Régis** : Pour une véritable  
relance économique

**Andriamasy, Estelle** : A quand une croissance à deux  
chiffres ?

**Sandaniaina, Hasimahery** : Redevabilité, stabilité  
politique

**Ralalarivony, Christophe** : Système éducatif défaillant

**Rakotomanana, Andrianaivo Régis** : Complaisance dans  
le médiocre : triste éducation

**Randriamahaleo, Heriniaina** : Contribuables attentifs aux  
finances publiques

**Ratsimbazafy, Njiva Harivelo** : Pouvoir des medias:  
Atout ou danger pour la démocratie?

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : La fragilité du  
système médiatique

**Andriananjamanantsoa, Tahiana** : Prise de conscience,  
amnistie, impunité

**Rakotoarivelo, Antonia** : Loi d'amnistie, légalisation de  
l'impunité

**Ralambomahay, Toavina**: Confiance, redevabilité,  
pouvoir

**Rakotoarivelo, Antonia** : Le Conseil d'Etat : un rouage  
essentiel dans l'instauration d'un Etat de droit à  
Madagascar

**Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo** : Financement des  
partis politiques : en suspens depuis 2002

**Andriamarofara, Radolalaina ; Raveloson, Jean-Aimé** :  
Redevable devant Dieu, sans l'être devant les électeurs

**Chan Mane, Stella Randrianina** : La redevabilité, des  
défis

**Randriamanantena, Lanto Ratsida** : S'exprimer,  
demander des comptes. Pas seulement en temps de crise

**Rabarinirinarison, Rindra Hasimbelo** : Les citoyens  
attendent. Où sont-ils les partis politiques ?

**Randrianarivony, Tsiory Andriamparianarivo** : Tout  
commence par un rêve. Mais que ça commence

**Rakotonimaro, Tsirisoa Nantenaina** : Le bénévolat : les  
conditions d'un engagement réussi

**Ralambomahay, Toavina** : La peur de la hiérarchie

**Ratsara, Domoina & Razafimandimby, Noro** : Mon  
président, mon modèle

## Publications des sortants

### Y L T P & R J T

### In: Vision Madagasikara 2020, Agenda Madagasikara 2012, Friedrich-Ebert- Stiftung, Antananarivo, 2012

**Rafitoson, Ketakandriana** : No vision. No future

**Razafy, Abraham** : *Felaka?* Non, merci

**Andriananjamanantsoa, Tahiana** : L'armée à  
Madagascar en 2020 : Réformes contre démantèlement

**Rafitoson, Ketakandriana** : *Toriteny* pour le civisme

**Ranaivo, Aintso** : Promotion de l'éducation : mes  
contributions, mes défis



**Ranaivo, Aintso** : Droits humains à Madagascar en 2020

**Razafindrakoto, Miadana Volatiana** : Aversion pour la politique : Prise de conscience et défis

**Ravalomanda, Andry Tiana** : Croissance économique et contributions

**Andrianjafindrasetra, Fandio** : De la bonne gouvernance des finances publiques

**Rakotomanana, Andrianaivo Régis** : Le mythe de la croissance et des ressources naturelles à Madagascar

**Andrianirina, Mamy Auguste** : Décentralisation : autonomie des collectivités décentralisées plus avancée et sans précédent

**Rakotoarison, Hery Nirina** : Lutte contre la corruption : gros ou petit poisson ?

**Ranarifidy, Dina** : Mon identité, mes identités

**Razafindrakoto, Miadana Volatiana** : Délit d'intérêt et conflit d'intérêts : acquis et défis à Madagascar en 2020

**Randriamanantena, Lanto Ratsida** : *Fihavanana* : fiction ou réalité ?

**Rasamoelina, Harisoa** : *Fihavanana* : cessons de nous mentir !

**Ratsimbazafy, Njiva Harivelo** : Que voulons-nous designer avec l'éthique, et plus particulièrement dans la politique ?

**Gangstatabab Rakotoarisoa, Alban** : Teny zato, kabary arivo

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Futures Elites?

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Une vision?

**Razafindraibe, Harinony Lucien** : La grande île maîtrise ses 5000km de côtes

**Ralambomahay, Toavina** : La trajectoire de l'île Maurice d'après une vision étrangère

**Ralambomahay, Toavina** : Pour un Madagascar humaniste

**Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo** : Mon parti en 2020

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Presse libre

**Gangstatabab Rakotoarisoa, Alban** : Rêve d'avenir

**Randrianarivony, Tsiory Andriamparaniarivo** : Etre un citoyen modèle

**Ravonimanantsoa, Ndaohialy Manda-Vy** : Université du millénaire

**Tianamalala Raymond, Isabella** : Miasa sa manompo mpampiasa?

**Lefontsoa, Rangers** : Travailleur social, agent facilitateur de changement

**Ralambomahay, Toavina** : Comment protéger la constitution ?

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : L'après société de l'information, chez « nous »

**Chan Mane, Stella Randrianina** : Pour la diversité sans discrimination

**Ratsimbazafy, Njiva Harivelo** : Un président oui. Un roi non

**Lefontsoa, Rangers** : Travail social, reconnaissance et valorisation

**Rasoarinjafy, Mija Angela** : Madagascar dans le concert des nations

**Rajerison, Olivia** : Femmes en politique : prise de conscience et défis

**Ranarifidy, Dina** : L'identité du malgache

**Andriambolatiana, Sandratirina** : Madagascar "Maitso"

**Razafindravao, Tatiana Eddie** : Construire, vivre et assumer ses identités malgaches à Madagascar en 2020

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Faire confiance aux jeunes

**Razafindranaivo, Tsiriniaina Jean Hervé** : Du rêve à la réalité. Ma vision du présent

**Robson, Benjamina** : Vivre-ensemble à Madagascar en 2020

**Andry Rakotonanahary** : Pourquoi une vision



## A propos de l'auteur

### **Mr. Rado A. RATOBISAONA**

est économiste, sortant du YLTP (Youth Leadership Training Program), promotion 2012.

**Coordination:** J.-A. Raveloson

## Impressum

Friedrich-Ebert-Stiftung  
Madagascar  
Immeuble Anjarasoa  
Route circulaire, Ankorahotra  
B.P. 3185  
Antananarivo 101  
Madagascar

### **Responsable:**

J.-A. Raveloson  
Représentant-National de la Friedrich-Ebert-  
Stiftung

fon: (261 20) 22 344 24

Fax: (261 20) 22 257 31

e-mail: [info@fes-madagascar.org](mailto:info@fes-madagascar.org)

<http://www.fes-madagascar.org>